

# L'Humanité



# rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 313

Jeudi 24 juillet 1975

## Les ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne (Caen)

# "ON OCCUPE... ON IMPRIME"

Parmi les nombreuses luttes contre les licenciements qui ont lieu en ce moment, il en est une d'une importance particulière : celle des travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen. «Ouest-France» détient 30 % des actions de l'entreprise et le sénateur-maire de Caen y est actionnaire également. Début juin la direction annonçait 48 licenciements parmi les 130 travailleurs de l'entreprise.

Aussitôt, une assemblée générale des travailleurs, membres pour la plupart de la CGT, se tenait et la grève avec occupation était décidée. Rapidement la revendication des travailleurs était : «Aucun licenciement». Cette exigence était renforcée par la découverte d'importants documents dans les bureaux de la direction : le compte-rendu de la réunion du conseil d'administration (qui devait avoir lieu cinq jours plus tard) exposait deux plans de licenciements : soit 109 d'un coup, soit 48 d'abord et le reste après. Laisser passer 48 licenciements c'était préparer en réalité le licenciement de 109 travailleurs.

La direction pensait que les choses pourraient avoir lieu «en douceur», misant sur la collaboration de responsables CGT du Comité d'entreprise qui auparavant avaient accepté des licenciements. Les ouvriers quant à eux ne l'ont pas entendu de cette oreille. Depuis, les collaborateurs de la direction ont préféré quitter l'entreprise, sans être regrettés par les travailleurs. Dès le début de la grève un Comité de grève

a été élu par les travailleurs, responsable devant l'assemblée générale des grévistes, qui prend toutes les décisions concernant la lutte. Les travailleurs ont vu une grève sabotée l'année dernière à Rouen par la direction de la FFTL-CGT aussi veulent-ils rester maîtres de leur grève.

C'est en assemblée générale que les ouvriers ont décidé que puisqu'ils travaillaient dans une imprimerie ils mettraient cet avantage à profit en utilisant leur outil de travail pour soutenir leur lutte. C'est là également ce qu'avaient fait les travailleurs d'Hollenstein. C'est là une chose à laquelle les dirigeants de la CGT se sont toujours opposés. Au «Parisien libéré» par exemple, ils ont saboté cette volonté des travailleurs. Mais chez Caron-Ozanne les travailleurs se sont dits que puisqu'ils avaient une arme entre les mains pour populariser leur lutte, rompre l'isolement, il fallait s'en servir. Et c'est ainsi qu'est sorti le journal «Ouest-licenciements» dont trois numéros sont parus jusqu'à aujourd'hui. Fait pour populariser la lutte de Caron-Ozanne il est également au service des autres luttes ouvrières de la région. Quand la police est intervenue à l'usine Blaupunkt à Caen, un numéro du journal est paru, et dans chaque numéro on trouve de nombreuses informations sur les luttes en cours.

Des liens ont été tissés avec les ouvriers des autres entreprises qui apportent leur soutien, financier en particulier. Les ouvriers de Caron-Ozanne ont proposé un

## ouest licenciements

A BLAUPUNKT :

- Les travailleurs revendiquent
- Les patrons licencient
- Les pouvoirs publics cooptent



EST-CE LA SEULE RÉPONSE  
QU'ILS CONNAISSENT ?

## NON aux LICENCIEMENTS

rassemblement des différentes entreprises en lutte. Des paysans de la région leur ont également apporté leur soutien matériel, et des discussions ont eu lieu sur les luttes communes.

(Suite page 8)

## Lecteurs, amis, camarades, abonnez-vous pour septembre

Notre quotidien ne sortira pas au mois d'août ; nous l'avons déjà écrit dans nos colonnes : nos disponibilités financières ne nous permettent pas de supporter la baisse de diffusion consécutive au mois de vacances.

Pourtant nous préparons activement la rentrée et la sortie du quotidien sur huit pages, qui nécessite des efforts importants et une nouvelle mobilisation de tous, amis, lecteurs, camarades. Pour l'heure, se réabonner, multiplier les abonnements pour septembre, c'est la marque de la sympathie, du soutien à notre presse. C'est un grand encouragement pour tous ceux — il sont des milliers et des milliers — qui ont contribué à la sortie régulière du quotidien depuis

trois mois, aussi bien par leurs articles, leurs suggestions, leur aide financière ou matérielle, leur diffusion régulière autour d'eux.

C'est le signe que nos idées révolutionnaires trouvent un écho de plus en plus large parmi les ouvriers combattifs, suscitent leur intérêt ou leur accord ; qu'elles servent de mieux en mieux les combats quotidiens de la classe ouvrière et des masses populaires.

Depuis la sortie du quotidien, les abonnements se sont très sensiblement accrus ; incontestablement nous avons rencontré des succès en ce domaine. Aujourd'hui, les premiers abonnements se terminent ; la bataille pour le réabonnement pour septembre doit commencer.

Réabonner tous les anciens abonnés, faire de nouveaux abonnements, dès maintenant : voilà nos trois objectifs.

Dès maintenant, aussi bien pour aider l'administration du journal qui pourra aborder la rentrée de septembre mieux préparée que pour soutenir sa gestion, les rentrées financières d'abonnements nous permettant en partie de faire face aux dépenses nouvelles.

Voilà nos raisons que chacun comprendra ; abonnez-vous, réabonnez-vous dès aujourd'hui lecteurs et amis (le bulletin est en page 2). Pour que notre journal soit auprès de chacun le 2 septembre.

## RAYMOND BOUTONS (GRENOBLE)

# VICTOIRE CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN JEUNE TRAVAILLEUR

Grenoble : L'usine Raymond Boutons est une entreprise de petite métallurgie qui emploie 580 travailleurs. Le patron, Alain Raymond, véritable patron de droit divin (l'usine est une société de commandite simple et non une société anonyme) avait décidé de licencier un jeune ouvrier, Yves Strippoli, au 31 juillet.

Selon lui, ce jeune, embauché en septembre 74 comme rectifieur (AF1) à bon marché, car il avait échoué à son CAP, avec promesse d'être formé pour devenir ouvrier, n'était pas compétent.

Après l'avoir utilisé comme « bouche-trou » dans trois ateliers différents, selon les besoins de l'entreprise, le patron décide alors de le mettre à la porte. Mais les trois arguments invoqués successivement par la direction : suppression du poste de travail, incapacité professionnelle, diminution du travail dans l'entreprise étaient tous non fondés. En réalité, il s'agit pour la direction, sous prétexte de la crise, d'habituer les travailleurs à l'idée qu'il doit y avoir des licenciements et toutes sortes d'autres mesures antiouvrières, comme il y en a déjà eu depuis septembre 74, telles que le refus des augmentations, mutations, etc pour faire baisser la tête aux ouvriers et accroître les profits.

C'est pourquoi sa défense a une telle importance pour tous, comme l'explique le PCMLF (Parti communiste-léniniste de France) de Raymond Boutons, dans un tract distribué à la porte de l'entreprise : « Ce licenciement n'est pas un fait isolé, il en prépare d'autres. Il s'agit non seulement de refuser le licenciement d'un jeune condamné au chômage, mais aussi de mettre un coup

d'arrêt aux mesures prises par Raymond depuis septembre pour accroître notre exploitation. »

Mais les dirigeants de la section syndicale CGT (la CFDT n'existe pas) après un débrayage d'information improvisé en vitesse et donc moyennement suivi concluent qu'on ne peut rien faire, que les travailleurs s'en foutent et que ce qu'il faut c'est se préparer à lutter sur les salaires en septembre. A noter que deux militants trotskistes de Rouge adoptent la même position. Un responsable du P«C»F dans l'entreprise ne cache pas qu'il n'y a rien à faire pour Strippoli, de toute façon il sera à la porte en septembre.

Seuls les marxistes-léninistes combattent ce point de vue et font confiance aux travailleurs. Dans le syndicat, ils parviennent à faire adopter la réalisation d'une pétition afin de voir exactement ce qu'en pensent les travailleurs et voir oui ou non si une nouvelle action de masse est possible. Un nouveau panneau d'information est réalisé. La pétition est un succès, 325 signatures, surtout dans les ateliers où sont présents nos camarades. Beaucoup de travailleurs ont décidé à agir, mais la direction du syndicat fait traîner les choses pendant 15 jours et demande d'attendre la réponse du patron à une nouvelle lettre qu'elle lui a envoyée.

C'est alors que le PCMLF, dans son tract intitulé « Non au licenciement de Strippoli, du travail pour tous », tout en soulignant les aspects positifs de l'action entreprise par le syndicat et de nombreux travailleurs, appelle les travailleurs à l'action, dénonce clairement les idées défaitistes répandues par les faux-communistes dirigeant le P«C»F tels

que Marchais-Leroy-Kanapa », expliquant leur refus de lutter résolument contre les licenciements (LIP, Titan-Coder, Néogravure).

Ce tract qui dévoile au grand jour les véritables intentions de ceux qui se soucient plus des intérêts du social-impérialisme russe que de ceux des travailleurs, va rendre fous-furieux les principaux responsables révisionnistes de l'entreprise, qui vont alors essayer de monter les travailleurs contre les marxistes-léninistes en expliquant qu'avec un tel tract c'était sûr que Strippoli serait à la porte, que c'était le poignarder, que cela divisait et qu'il ne fallait pas en faire une affaire politique.

Mais en réalité, grâce à l'action offensive des marxistes-léninistes, la mobilisation des travailleurs va grandissant et une nouvelle réunion syndicale, d'où sont absents les deux principaux responsables du P«C»F de l'entreprise, mais où sont présents de nouveaux travailleurs, envisage de développer l'action en collant des affichettes dans toute l'entreprise sur les portes et les machines, et en organisant ensuite un débrayage le jeudi si la réponse du patron est toujours négative. Le lendemain, le patron décidait une nouvelle attaque antiouvrière, en annonçant brutalement en réunion de Comité d'entreprise sa décision de réduire les horaires à 40 heures au lieu de 43 h 15, ceci au premier septembre c'est-à-dire à la rentrée des congés, réduisant ainsi les salaires de 10 % pour les hommes (150 à 200 F) et 5 % pour les femmes. Dans le même temps il acceptait pourtant de revenir sur sa décision de licenciement de Strippoli, avec maintien de l'ancienneté et des avantages acquis,

espérant ainsi faire la preuve de sa bonne volonté et « calmer » les esprits au moins sur cette question, revendiquée par les travailleurs depuis plus d'un mois.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes :

— En ce qui concerne le licenciement de Strippoli, ils ont conscience que c'est une victoire, même si le patron a voulu manœuvrer, comme ils l'ont montré en applaudissant fortement l'annonce de la nouvelle lors du dernier débrayage.

— Ils sont décidés à lutter fermement pour les 40 heures pour tous sans perte de salaire, et il est possible qu'une nouvelle grande lutte — avec occupation — s'engage dès septembre.

En attendant, un nombre plus grand de travailleurs a assisté au dernier débrayage et à la réunion syndicale qui l'a précédé.

Pour nous marxiste-léninistes, le maintien d'Yves Strippoli dans l'entreprise constitue une victoire claire et nette de la conduite juste révolutionnaire contre le patronat et un désaveu cinglant de ceux qui, sous l'influence du P«C»F, avaient déjà abandonné ce jeune travailleur à son sort de futur chômeur.

Quant à l'avenir nous sommes optimistes et avons toujours plus confiance dans la combativité des travailleurs, et veillons bien à diriger nos coups en permanence contre la bourgeoisie capitaliste, et en particulier contre la ligne de trahison de la clique Marchais-Leroy-Kanapa, ces faux-communistes dirigeant le P«C»F et non contre les militants de base du P«C»F, travailleurs comme nous.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Usine Raymond-Boutons

## LES NOUVEAUX TARIFS

	PLI OUVERT	PLI FERMÉ
Un mois	32 F	60 F
Trois mois	95 F	180 F
Six mois	190 F	360 F
De soutien	300 F	500 F

LECTEURS, AMIS, CAMARADES,  
ABONNEZ-VOUS POUR SEPTEMBRE !

Le nouveau tarif d'abonnement qui partira début septembre est basé sur le prix du journal de huit pages — 1,50 F — et sur le tarif PTT actuellement en vigueur (0,06 F l'exemplaire en pli ouvert (P.O.) et 1,40 F en pli fermé (P.F.) pour un exemplaire de 8 pages).

Le tarif abonnement P.O. et P.F. pour l'étranger sera communiqué ultérieurement.

En ce qui concerne les anciens abonnés au quotidien et au «quotidien plus bimensuel», le décompte de ce qu'ils ont déjà reçu sur les abonnements souscrits est en cours de calcul. L'avoir dont ils disposent leur sera adressé individuellement et sera à déduire en fonction du nouveau tarif d'abonnement et de la durée d'abonnement qu'ils choisiront à partir du premier septembre.

A partir du premier septembre, sur chaque bande d'abonnement figurera un chiffre prédominant au numéro du journal clôturant l'abonnement précédemment souscrit.

## bulletin d'abonnement

(écrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

Je souscris un abonnement de ..... mois - en pli ouvert

en pli fermé

S'agit-il d'un réabonnement ?

d'un nouvel abonnement ?

Joindre le règlement : en timbres, mandat-lettre, virement postal ou compte bancaire à la présente demande.

Pour les comptes bancaires ou virements postaux, le nom du bénéficiaire est : HUMANITÉ ROUGE

Adresse : HUMANITÉ ROUGE  
Boîte postale 365  
75064 Paris Cedex 02  
CCP 30 226 72 — La Source

# Les lecteurs ont la parole

Depuis le premier mai dernier, l'Humanité rouge est devenue quotidienne. Il est grand temps de dresser le bilan de cette première période pour en tirer tous les enseignements.

Pour cela, nous appelons tous les lecteurs de l'Humanité rouge à nous faire savoir ce qu'ils pensent de leur journal, quelles sont leurs critiques, leurs suggestions pour l'améliorer, en faire un instrument encore plus offensif au service de la lutte pour l'indépendance nationale, au service des luttes ouvrières et populaires, au service du combat révolutionnaire.

La contribution de chaque lecteur nous sera très précieuse. De notre côté, nous prenons l'engagement de publier dans nos colonnes le bilan de cette enquête afin que chacun puisse s'en saisir et aider aux rectifications indispensables.

Le Comité de Rédaction de l'Humanité rouge.

Age .....  
 Profession .....  
 Lecteur de l'Humanité rouge depuis .....  
 Lisez-vous le journal régulièrement ou de temps en temps ? .....

- 1 - Quelle est votre impression d'ensemble sur le journal ?
- 2 - Souhaitez-vous :
  - plus d'informations ?
  - plus de commentaires ?
- 3 - Que pensez-vous des articles relatant les luttes ouvrières ?
- 4 - Quels types d'articles vous sont les plus utiles ?  
 ceux qui vous semblent inutiles ?
- 5 - Quelles sont vos remarques et suggestions sur la présentation du journal ? les titres des articles ?  
 leur style ? leur longueur ?  
 Souhaitez-vous plus de photos ?  
 Les publicités actuelles vous sont-elles utiles ?

## souscription

Total général le 24/6 au matin	144 481,44	Pour le quotidien de la classe ouvrière, contre le chômage et la trahison de la direction CGT un jeune chômeur	8,00	MJ soutien au quotidien	300,00	DM pour les 20 millions	200,00
M & Mme B. pour les 20 millions	500,00	Souscription HBR pages	100,00	Soutien au quotidien de la classe ouvrière	19,20	Au lycée de N.	459,50
Un progressiste anti-impérialiste	75,00	Anonyme en timbres	50,00	Pour le quotidien du prolétariat MA	280,00	Des camarades de	1 007,00
Supplément à abt. BG	425,00	Un artisan de B.	10,00	LMK soutien pour les 20 millions	1 050,00	Un couple de camarades	50,00
Un employé MC	50,00	Des camarades du midi	300,00	D soutien au quotidien	300,00	Une enseignante	1 000,00
Un ouvrier de M	10,00	Un groupe de travailleurs en soutien au quotidien	500,00	JCML G. Perle	60,00	Un ouvrier	6,50
Collecte sur un marché	5,00	Des travailleurs du SO	300,00	JCML Hapton T.	68,00	20 travailleurs K.	56,00
Un fils d'ouvrier actuellement étudiant « Pour le quotidien des travailleurs »	100,00	Prof et étudiants	400,00	Des lycéennes de T.	2,00	Une sympathisante	50,00
Pour le quotidien sur 8 pages en supplément DP-JP	300,00	M & Mme JP	60,00	Souscription à librairie	200,00	La troupe des Hauts Plateaux	600,00
Un couple d'étudiant	20,00	Pour le quotidien	400,00	Supplément à abt. CI.	20,00	Anonyme à librairie	340,00
Un infirmier et une secrétaire	10,00	Souscription de masse CFS de Province	120,00	Souscription meeting de clôture du 1er congrès de la R.M.F.	6 827,20	JA souscription	250,00
Un instituteur et une travailleuse PTT	100,00	MJ souscription en timbres	30,00	Bernadette, infirmière	100,00	MH	16,00
Souscriptions diverses	217,29	Supplément à abt. PH P	40,00	Souscriptions diverses	50,00	Personnel du CFT DB	37,50
Souscription pour l'HR quotidien sur 8 pages	100,00	Supplément à abt. OHO	40,00	Supplément à abt. BA	25,00	MD soutien au quotidien	100,00
Survente de timbre pour le quotidien	56,00	Supplément à commande affiches GJP	3,00	Souscription de masse auprès de lecteurs AF	100,00	M & Mme J'	100,00
Un technicien	50,00	30 souscripteurs à métré	64,70	Souscription au quotidien produit de la vente affiches « Femmes du monde entier » réalisée par groupe 18 mars au meeting R.M.F.	186,00	Soutien au quotidien	
Deux camarades tunisien et autrichien pour le MCI	40,00	Supplément à abt. NF	25,00	Souscription amovible à librairie	15,00	M & Mme L. JP	20,00
Un travailleur tunisien	10,00	Un étudiant	22,00	Souscription pour le quotidien	50,00	Un comité de l'UJF pour l'indépendance nationale	3,90
Un étudiant tunisien	2,65	Un cheminot	100,00	Vente section photo pour souscription à HR	1 032,00	Des camarades du Nord	40,00
Souscription de masse sur marchés et métrés	18,15	Un ancien cheminot	30,00	Vente No special HR	852,20	JCML Yveton	400,00
CH soutien à HR	200,00	Une travailleuse secteur santé	100,00	SM pour la souscription Anonyme	500,00	Un postier rouge	50,00
RR et deux camarades souscription permanente	1200,00	Une ouvrière et un enseignant	100,00	Anonyme	600,00	Supplément	340,00
QD soutien au quotidien	50,00	Soutien au quotidien PP	10,00	Souscription L.M.	460,00	Un JCML Pour le camarade blessé	10,00
Souscription anonyme	50,00	Souscription sur une cité	162,30	Un jeune travailleur	20,00	Supplément à une collection HR	10,00
Sur un marché GM	21,00	Sur un marché	23,00	Un couple vieux communistes	10,00	Anonyme	3,50
Un chômeur m-l pour le quotidien sur 8 pages	27,00	L de C	100,00	Souscription de masse	258,85	Pour le quotidien de la classe ouvrière MH	100,00
Deux camarades	200,00	VJ soutien au quotidien	120,00	Des enseignants de l'ouest	420,00	Souscription des C'DHR	47 470,20
Un camarade de chez Renault	100,00	Une camarade infirmière	200,00	Souscription juillet MJ	200,00		
Supplément à abt. SG	20,00	MP	335,00			Total le 8 juillet	227 586,44
Supplément à abt. BC	25,00	JV soutien permanent en timbres	16,00			Total général le 17 juillet au matin	230 968,35
JCML Yveton	205,00	Des camarades	200,00				
Un couple de camarades	1 000,00	Supplément à règlement quotidien	6,40				
Une camarade	400,00	MJB souscription	200,00				
Souscription de masse	26,50	Souscription au quotidien PRJ165,00					
CA pour les 20 millions	700,00	Un MA	5,00				
Un surveillant de lycée	100,00	Un sympathisant	10,00				
Lors d'une réunion	12,00	Un sympathisant	21,00				
Sur un marché	0,50	Un enseignant	200,00				
Une lycéenne et un employé	70,00	Un technicien	10,00				
Mlle MV	75,00	Un lecteur	10,00				
Des diffuseurs et sympathisants	150,00	DP avec renouvellement abt.	40,00				
Une écolière pour le quotidien	30,00	RP soutien au quotidien	1 000,00				
Pour le 8 pages en septembre : une part d'un héritage familial	1 000,00	Mme CJ	100,00				
Survente affiches groupe 18 mars réalisée pour meeting femmes	485,00	Un appelé	15,00				
		Anonyme	4,00				
		Anonyme	5,30				
		Un travailleur immigré bâtiment	10,00				
		Un chômeur	50,00				
		Nous gagnerons la bataille des 20 millions	122,00				

### COMMENT SOUSCRIRE A H.R.

En versant :

- Par mandat ou mandat-lettre adressé à « l'Humanité Rouge » - B.P. 365 75064 Paris Cedex 02
- En timbre-postes (à notre B.P.).
- Par mandat directement versé sur notre C.C.P. (30226-72 La Source).

# POUR UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE



## UNIQUÉ EN FRANCE



Et s'il n'y avait plus qu'une seule organisation, un seul parti se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung ?

Certains militants n'y croient pas. D'autres l'espèrent, mais ne discernent pas le processus concret susceptible de conduire à cette réalité historique. De nombreux lecteurs nous écrivent pour en souhaiter la réalisation.

Mais quelle est la situation actuelle ?

### LA SITUATION ACTUELLE

Par delà des divergences souvent considérées comme « fondamentales », différentes formations et nous-mêmes présentons la caractéristique commune de nous réclamer du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung. Et chaque militant, comme chaque formation, d'être profondément convaincu que seuls ils sont détenteurs de la vérité, seuls ils agissent conformément aux principes, seuls ils associent correctement leur pratique à la théorie du socialisme scientifique, dans le cadre des conditions spécifiques de la France. Et d'expliquer, avec une superbe assurance, en quoi le voisin se fourvoie, jusqu'à lancer contre lui la suprême excommunication « Agent de l'ennemi ! ». L'un proclame « Agent des dirigeants du PCF... ou du KGB ! » et l'autre riposte « Agent des flics... ou flic tout court ! ». Quelques violences s'en suivent... provoquant des sentiments et ressentiments que l'on suppose insurmontables et donc définitifs.

Y a-t-il des « flics » révisionnistes ou des « flics » de la bourgeoisie dans toutes formations politiques marxistes-léninistes ? Assurément. Il y en a d'abord dans nos propres rangs. Il y en a aussi dans les rangs des autres partis et groupes. Leur rôle, leur fonction consiste justement à tout faire pour diviser les marxistes-léninistes, pour les empêcher de réaliser leur unification politique et organisationnelle.

Est-ce à dire que tout militant qui critique et conteste la ligne d'autrui est un « agent » provocateur de l'ennemi ? Absolument pas.

Est-ce à dire que tout militant ou toute formation qui ont lancé les suprêmes accusations sont directement manipulés par l'ennemi ? Absolument pas.

Mais l'ennemi, le vrai « flic » (la plupart du temps celui que l'on ne soupçonne pas) profite de toutes les erreurs commises et s'efforce d'en accentuer les méfaits.

Alors ?

Le processus de création, unification et édification d'un parti marxiste-léniniste est

une œuvre historique d'assez longue durée, qui se développe sous le feu de l'ennemi, dans le cadre de la lutte de classes.

« La ligne idéologique et politique est déterminante en tout » enseigne Mao Tsé-toung. Mais le président du Parti communiste chinois ne nie pas, n'a jamais nié l'éventualité, la possibilité, la réalité d'erreurs. Au contraire, il a toujours insisté pour que les erreurs soient discernées à temps et corrigées.

Pour parvenir à une ligne de jour en jour plus juste, il faut pratiquer « la lutte idéologique active ». C'est là, non point « la lutte entre deux lignes » (comme nous-mêmes avons pu le croire en certaines occasions), mais une lutte d'idées au sein du peuple, entre militants. C'est là une saine lutte sans laquelle le parti ne réaliserait aucun progrès, perdrait sa raison d'être, dégènerait.

### « UNITÉ-CRITIQUE-UNITÉ »

Au sujet de la façon de mener cette lutte, Mao Tsé-toung fournit encore nombre d'indications pratiques : Il ne faut lancer ni invectives, ni accusations personnelles, il ne faut pas user avec excès de l'accusation « d'opportunisme » ou de quelque autre défaut en « isme ». Il faut avant tout s'efforcer de parvenir à la connaissance exacte d'une réalité, et non point s'accommoder à la légère d'hypothèses et autres interprétations subjectivistes. Il faut s'en tenir au matérialisme dialectique et rejeter l'idéalisme métaphysique.

« Unité-critique-unité » telle est la méthode qu'a longuement expérimentée le président Mao et que préconise le Parti communiste chinois. En partant du désir sincère d'unité. Par la juste pratique de cette méthode, nos camarades chinois ont gagné des milliers et des centaines de milliers de militants à leur juste cause en les recrutant dans des groupes de prétendus bandits, ou parmi les soldats du Kuomintang, qui venaient de leur tirer dessus. Pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne, des groupes de gardes rouges qui s'étaient entredéchirés au point d'être séparés par le sang versé de leurs militants respectifs, ont pu se réconcilier et se réunifier par la juste pratique de cette méthode.

Dans la question de l'unification des marxistes-léninistes, depuis 1963, nous avons accumulé une riche expérience. Quand nous avons commis des erreurs, nous n'avons débouché que sur des résultats négatifs, sur la division. Mais nous avons aussi remporté des succès, quand nous avons appliqué correctement la juste méthode de Mao Tsé-toung.

Caractéristique de cette époque, le sectarisme et le dogmatisme ont souvent dominé les groupes se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung. Il en a été ainsi dans nos rangs comme chez les autres. Ce phénomène a manifesté le contenu de classe encore trop petit-bourgeois des premières formations marxistes-léninistes.

Cependant, en persévérant dans la correction de nos erreurs, en parvenant à faire prévaloir une ligne idéologique, politique et organisationnelle de plus en plus juste (nous ne disons pas, volontairement, « entièrement juste »), nous avons édifié une formation aujourd'hui entrée dans son adolescence.

### LA TENDANCE A L'UNIFICATION DES MARXISTES-LÉNINISTES

Au cours des années, un grand nombre de groupes ont disparu tandis que, pratiquant sincèrement certaines autocritiques, nous avons progressé en dépit des attaques effectives de l'ennemi. Pour mémoire, voici une liste incomplète de groupes qui se sont dispersés après avoir eu quelque audience nationale ou locale : Union des Jeunes Communistes (marxiste-léniniste) -UJC (ml)-, Centre marxiste-léniniste de France -CMLF-, Voix populaire, Voix prolétarienne, Ligne rouge (première formule), Ligne rouge -Le Prolétaire (seconde formule), Gauche prolétarienne - Cause du peuple (plusieurs formules successives), Vive la Révolution (VLR), Groupe Dimitrov, etc.

Or, depuis 1973 est apparue une tendance nouvelle dans le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme et la pensée maotsetoung : la tendance à l'unification. Elle s'est manifestée et développée concrètement dès après la publication dans notre journal d'une série d'articles publiés sous le titre « A propos de l'unification des marxistes-léninistes » (voir HR No 185, 186, 188 d'avril-mai 1973). Depuis lors les ricanements trotskistes de 1970-71 sont devenus des grimaces et « Rouge » ne dissimule plus actuellement son inquiétude.

La quasi unanimité des militants du groupe « Le Travailleur », non sans discussions préalables largement démocratiques et approfondies, a réintégré nos rangs (voir à ce sujet HR No 191 du 7 juin 1973 pour Rennes, HR No 192 du 21 juin 1973 pour Le Mans, HR No 193 du 5 juillet 1973 pour Nantes, HR No 205 du 15 novembre 1973 pour Chambéry, HR No 210 du 20 décembre 1973 pour Rouen, HR No 215 du 31 janvier 1974 pour Grenoble). Les camarades de Limoges, qui s'étaient aussi regroupés pendant une période sous le sigle du « Travailleur » se sont également réunifiés avec nous au cours des derniers mois.

Au cours de l'année 1974, la quasi unanimité des militants de la « Gauche révolutionnaire (marxiste-léniniste) » ont réalisé leur unification avec nous, à l'issue, comme les précédents, d'un débat fondamental et démocratique. L'HR No 236 du 27 juin 1974 a relaté la tenue du 11ème Congrès de cette formation qui décida son ralliement à HR par 92 % des suffrages des délégués et 8 % d'abstentions. Les camarades qui s'étaient abstenus ont à leur tour décidé de rejoindre nos rangs, les uns à la fin de 1974 (voir HR No 247 du 7 novembre 1974 pour Aix-en-Provence), les autres globalement début 1975 (voir HR No 253 du 6 février 1975).

Simultanément des groupes locaux ont aussi participé au processus d'unification en cours (voir HR No 232 du 30 mai 1974 et No 236 du 27 juin 1974 pour Bayonne - voir HR No 238 du 25 juillet 1974 pour Lille - voir HR No 240 du 12 septembre 1974 pour le « Regroupement communiste révolutionnaire marxiste-léniniste » de Pierre-Bénite et quelques autres militants de Lyon - voir HR No 244 du 10 octobre 1974 pour les JCML de « Servir le peuple » de la vallée de la Fensch - voir HR No 247 du 7 novembre 1974 pour le « Noyau marxiste-léniniste » de Lille - voir HR No 254 du 20 février 1975 et No 294 du 26 juin 1975 pour les « Jeunes progressistes de Bretagne »).

Que le PCMLF d'une part, l'Humanité-Rouge d'autre part soient les seules formations à entretenir des relations officielles avec le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie a sans nul doute influencé légitimement un certain nombre de militants et nous nous en félicitons. Mais sans la mise en œuvre de la juste méthode du président Mao pour la résolution des contradictions « au sein du peuple », cette réalité historique n'aurait pas suffi pour convaincre nombre de nos interlocuteurs qui considèrent, à juste titre, que l'unification se réalise d'abord en France et nulle part ailleurs. L'élaboration de notre ligne idéologique et politique, la pratique d'un centralisme démocratique suivant les principes léninistes ont aussi à coup sûr largement pesé dans le sens favorable à ce processus d'unification.

Quelle satisfaction profonde, quelle joie partagée animent nos camarades issus du Travailleur, de la GR, d'autres groupes ou ceux ayant toujours milité à HR, lorsqu'ensemble ils effectuent une visite en Chine populaire ou en Albanie socialiste !!

Mais cet enthousiasme n'appartient pas qu'aux marxistes-léninistes de France.

Il y a eu en Belgique pendant un certain période deux formations qui se proclamaient « Parti marxiste-léniniste », l'une éditait le journal « Clarté », l'autre le journal

« L'Exploité ». Un congrès commun, 3ème congrès pour le Parti de « Clarté » et 2ème congrès pour le Parti de « L'Exploité », décida leur unification et, bientôt après, une délégation du Parti réunifié, groupant des dirigeants des deux anciens partis, fut invitée par le Comité central du Parti communiste chinois. Quel ne fut pas le juste enthousiasme de tous ces camarades belges !

### LA NÉCESSITÉ DE L'UNIFICATION DES MARXISTES-LÉNINISTES

Aujourd'hui en France, nous devons tous réfléchir sérieusement aux vertus de l'unification. Remettons-nous bien tous en mémoire cette réflexion de Lénine : « Nier la nécessité du Parti et la discipline du Parti, cela équivaut à désarmer entièrement le prolétariat au profit de la bourgeoisie. » Mais y-a-t-il un seul camarade se réclamant du marxisme-léninisme qui en doute encore ? Certainement pas.

L'unification des marxistes-léninistes, basée sur les principes marxistes-léninistes, dans une seule organisation est une condition historique de l'édification et de l'essor d'un Parti marxiste-léniniste. Elle réalise les meilleures conditions possibles pour l'élaboration d'une juste ligne idéologique et politique. Elle permet la concentration des efforts, par exemple, comme l'ont réalisé nos camarades belges, pour l'édition de leur journal unifié « Clarté-L'Exploité ».

Voilà pourquoi, aujourd'hui, en France, nous accordons tant d'importance à ce que nous tenons pour la dernière étape historique de l'unification dans notre pays.

Voilà pourquoi nous avons pris l'initiative de discussions simultanées et bilatérales avec les trois dernières formations nationales se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, qui poursuivent encore des activités indépendantes.

Même s'il y a encore de nombreuses questions à discuter et régler avec ces camarades, même si nous savons que l'ennemi (et particulièrement les dirigeants révisionnistes sans ignorer les services de la bourgeoisie monopoliste) fera tout pour entraver le processus ainsi ouvert, nous pouvons d'ores et déjà nous réjouir des premiers résultats constatés.

Tout en pratiquant notre autocritique sincère et les rectifications conséquentes à propos de toutes les erreurs que nous pouvons discerner tant sur le plan idéologique

que politique, tout en persévérant dans l'application active de tout ce qui est fondamentalement juste dans notre ligne idéologique et politique, nous devons nous éduquer constamment en vue de mettre en application concrète les enseignements de Mao Tsé-toung auxquels nous adhérons sans réserve :

« Appliquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme, »

« Travailler à l'unité et non à la scission, »

« Agir avec franchise et droiture, ne pas faire de complots ni d'intrigues. »

Que les aspirations des masses nous guident, Amis et Camarades ! Il faut en France un Parti marxiste-léniniste unique !

Jacques JURQUET



# QUE VEULENT LES RÉVISIONNISTES INFILTRÉS A LA DIRECTION DE LA FFTEL-CGT ET QUE PRÉPARENT ILS AU «PARISIEN LIBÉRÉ» ?

De source sûre, nous apprenions il y a quelques semaines que les dirigeants révisionnistes infiltrés au sommet de la Fédération française des travailleurs du Livre CGT (FFTL-CGT) s'approprièrent à troquer plusieurs centaines de licenciements au «Parisien-libéré» en l'échange de quelques concessions d'Amauray. Nous rendions immédiatement publique cette information (voir HR No 292). La chose n'est pas encore arrivée. Cependant les préparatifs des révisionnistes allant dans ce sens s'accroissent et s'accroissent, tel leur empressément à demander l'ouverture de négociations, manifeste notamment dans l'article du secrétaire général de la FFTEL-CGT, Jacques Piot, paru dans «Le Monde» du 9 juillet dernier et intitulé : «Parisien-libéré : il faut négocier !».

L'information que nous avons reçue, les préparatifs mal cachés des révisionnistes, de même que les leçons qu'il faut tirer de certaines luttes qui ont eu lieu dans le passé, tout concourt pour affirmer que le sabotage et la trahison de la juste grève des travailleurs du «Parisien-libéré», par la poignée de pontes révisionnistes infiltrés à la direction de la FFTEL-CGT, sont inéluctables et qu'ils approchent.

Apparemment les concessions que demandent les révisionnistes à Amauray se limitent à une reconnaissance -ne serait-ce que verbale- du droit pour la FFTEL-CGT de garder le monopole de l'embauche dans la presse, et de le récupérer au «Parisien-libéré». En fait le monopole de l'embauche c'est l'arbre qui cache mal la forêt ; et ce que veulent imposer ceux des dirigeants de la FFTEL-CGT qui sont révisionnistes c'est la cogestion, la gestion en commun FFTEL-CGT - patron. Pour l'obtenir ils sont prêts à tout, en particulier à trahir n'importe quelle lutte des travailleurs, comme cela s'est fait dans le passé.

## A L'IMPRIMERIE GEORGES LANG

L'an dernier, nous en avons eu la preuve à l'imprimerie Georges Lang. Le patron avait décidé d'une part de continuer à transférer le matériel des ateliers de Paris à l'usine de Noyon (Oise) et d'autre part de continuer à liquider le secteur des rotatives offset de la rue Curial à Paris. L'une et l'autre de ces deux mesures entraînaient donc un bon nombre de licenciements, s'ajoutant aux 700 postes supprimés depuis 1970, et le patron ne cachait pas son intention à chaque réunion de délégués du personnel d'accroître l'application de ces décisions. (La direction a annoncé, au début de cette année, qu'il y aurait sous peu 135 nouveaux licenciements - voir HR No d'essai du 5 février 1975 ; et elle laisse entendre que 150 postes seraient supprimés à moyen terme dans l'ensemble de l'entreprise).

Qu'a donc fait la CGT face à cela ? Rien. Les dirigeants du syndicat veulent obtenir la cogestion, et ils espèrent arriver à leurs fins en se montrant «responsables» et capables de miser les ouvriers devant le patron. Dans un tract du 20 février 1974, portant les revendications avancées par la CGT pour l'année, «les élus CGT de l'imprimerie Lang ne déclarent-ils pas «Sous couvert de restructuration et d'assainissement de la profession, l'industrie du livre s'oriente délibérément vers la fermeture ou la décentralisation d'entreprises (...). Au cas où, pour des raisons majeures, la fermeture ou la décentralisation de tout ou partie de l'imprimerie Lang serait inévitable, que soit établi de pouvoir discuter préalablement de la fermeture, ou de la décen-

tralisation de l'entreprise avec les moyens de contrôle indispensables ? C'est cela la cogestion : accepter les licenciements rendus «inévitables» pour des raisons majeures» et discuter pour savoir comment décentraliser, quel secteur il faut fermer, s'il faut fermer toute la boîte, combien de travailleurs licencier, etc. C'est discuter avec les capitalistes de la meilleure façon d'exploiter les travailleurs, du meilleur moyen de faire le maximum de profits, et des mesures concrètes à prendre pour cela. C'est défendre le capital contre le travail. Et pour établir cette cogestion, les révisionnistes infiltrés aux postes-clés de la CGT font le premier pas : ils découragent les ouvriers, leur racontent des sornettes, les démobilisent et les empêchent de mener la lutte contre les licenciements, pour le droit au travail - tout en faisant leurs petites propositions au patron pour une meilleure gestion, plus «rationnelles» et «scientifiques»...

## A L'IMPRIMERIE LAROUSSE

Prétextant que le renouvellement des vieilles machines leur coûterait trop cher par rapport à la rentabilité de l'imprimerie, les patrons avaient décidé sa fermeture pour le 31 octobre 1973. Cela devait entraîner plusieurs centaines de licenciements. Aussi le 19 octobre, les ouvriers de l'imprimerie se mettaient-ils en grève illimitée avec occupation des locaux afin de faire reculer la direction. Une semaine après, le 25, les travailleurs du Livre leur affirmaient leur entière solidarité en manifestant de la Bastille à la Bourse du Travail, tandis que les ouvriers de la presse faisaient 24 heures de grève empêchant ainsi la sortie de tous les quotidiens parisiens.

Les travailleurs de Larousse luttaient sur de justes mots d'ordre : «Pas de licenciements - pas de démantèlements». Mais les révisionnistes ont réussi à imposer leur ligne. Pas sans mal, ils ont même dû ramer fortement, allant jusqu'à faire intervenir leur premier chef de file, Marchais, pour «convaincre» les travailleurs.

En même temps qu'ils empêchaient les grévistes de prendre réellement en mains l'occupation et l'organisation de toute la lutte, les dirigeants de la section CGT de l'usine hurlaient parce que la direction ne les avait pas concertés avant de décider la fermeture. Pour mieux lui prouver qu'elle avait eu tort, ils montraient leurs qualités de gestionnaires en faisant leurs «propres calculs» et en établissant que question rentabilité : «Au contraire, les profits que réalise Larousse sont très prometteurs». Pendant que les travailleurs luttaient, les révisionnistes parlementaient avec le patron et manœuvraient dans les coulisses. Des coulisses parfois lointaines. Sait-on par exemple ici, parmi les ouvriers du Livre, que pendant la grève de Larousse, des imprimeries d'Etat polonaises ont accepté internationalisme révisionniste oblige ! de prendre en charge les travaux interrompus, jouant ainsi sans hésiter le rôle infâme de briseurs de grève ?

Le résultat de tout ceci fut que le 15 février 1974, l'imprimerie Larousse ferma ses portes. C'était l'acmé des négociations, un accord de capitulation au bas duquel brillait la signature des traîtres révisionnistes. Les dirigeants de la CGT criaient «Victoire à Larousse» ; ils expliquaient aux travailleurs des autres imprimeries que c'était là «une victoire sans précédents», un résultat «qui fera jurisprudence». Belle «victoire» en vérité que celle-ci qui se soldait peu après par 650 licenciements !

## A LA NEOGRAVURE

La Néogravure, premier ensemble polygraphique de France, occupant la troisième place au niveau européen, employait 6 300 travailleurs dans 8 usines. Alors qu'en 1973 le trust Néogravure - Chaix - Destoues contrôlé par la Banque de Paris et des Pays-Bas avait fait la bagatelle de 420 millions de francs de chiffre d'affaires, le 27 août 1974, son PDG faisait connaître au Comité central d'entreprise, où les travailleurs ne sont représentés que par des pontes révisionnistes de la FFTEL-CGT, un plan au terme duquel était envisagée la suppression de 700 emplois dans l'héliogravure. Concernant le secteur offset, une demande d'aide financière était faite à l'Etat afin de procéder à sa modernisation ; et la direction faisait savoir que «Si cette aide était refusée, la fermeture de l'établissement de Saint Ouen serait décidée, entraînant 900 licenciements».

Le 3 octobre 1974, la direction annonçait son intention de démanteler l'entreprise. Pour l'offset et le fiduciaire, elle envisageait la vente de l'ensemble Saint Ouen - Oberthur (Rennes) entièrement ou par parties. Pour le secteur héliogravure, elle envisageait la possibilité de fermer plusieurs établissements. Tout semblait donc suspendu à cette aide financière, or le 21 octobre, le tribunal de commerce de Paris rendait un jugement selon lequel la requête de la Néogravure tendant à suspendre ses créances était rejetée.

Jusqu'à la poignée des dirigeants révisionnistes de la CGT avait pu contenir la volonté de lutte des travailleurs. Après la décision du tribunal, cela lui fut évidemment impossible. Cependant c'était bien là sa première trahison. Des l'annonce, le 27 août, des décisions du PDG, un véritable syndicat de lutte de classe aurait mobilisé les travailleurs, la lutte aurait pu être déclenchée contre les licenciements, puis contre le démantèlement qui allait entraîner de nouveaux licenciements. Mais ses dirigeants révisionnistes ont fait et font de la CGT du Livre le contraire d'un syndicat de lutte de classe... Et dans «La vie ouvrière» du 6 novembre, il n'était encore question que de «crise sérieuse» de licenciements !

Malgré tout, le 1er novembre, les travailleurs des usines de Corbeil, d'Issy-les-Moulineaux et de Saint-Ouen de la Néogravure décidaient enfin la grève avec occupation des locaux. Le lendemain, ceux de la filiale Néa de Lille suivaient le même chemin, ainsi que les employés du siège social du groupe.

A Rennes, les travailleurs d'Oberthur, filiale de la Néogravure, se mobilisaient, le tribunal de commerce ayant donné un sursis de 3 mois (jusqu'en février 1975). Les 1 260 travailleurs avaient que si personne ne rachetait la boîte d'ici là, ils seraient jetés au chômage. Ils savaient aussi que si un nouveau patron reprenait Oberthur, il y aurait des «commissions de personnels». En outre, les élèves du CET Robidou, spécialisée dans l'imprimerie, n'allaient pas pouvoir trouver de travail à cause de la décision de la Néogravure. Tout cela a fait que la lutte qui s'est engagée a reçu dès le départ l'appui et la solidarité de la population locale. Au cours d'assemblées générales, les travailleurs ont décidé des mots d'ordre à adopter et des formes de luttes à mettre en place. Ils ont organisé des manifestations dans les rues de Rennes en scandant «Pas un seul licenciement !». Ici, le moins qu'on puisse dire est que le mouvement n'a pas été lancé par les révisionnistes. D'ailleurs pour ne pas être trop vite démaqués, ils ont dû prendre le train en marche.

Et ce n'est que plus tard qu'ils ont essayé de devoyer la lutte et de la trahir en mettant en avant «la mauvaise gestion» d'Oberthur et en lançant leur mot d'ordre sur cette «entreprise rentable à sauver à tout prix».

Mis à part Oberthur, très rapidement les révisionnistes ont exercé un encadrement très strict sur la grève dans les différentes usines de la Néogravure. C'est la CGT qui canalisait tout, sous leur contrôle. Les dirigeants révisionnistes ont mis sur pied un certain nombre de commissions ; ils prétendaient bien sûr qu'elles prouvaient le règne de la «démocratie», de la «liberté», mais rien ne pouvait s'y faire sans leur accord.

Des lors la ligne qui a dominé ces grèves n'a plus été celle, juste, des travailleurs, mais celle, bourgeoise, antiouvrière, archibourgeoise des dirigeants révisionnistes. Le mot d'ordre «Pas un seul licenciement» a été bien vite remplacé par : «Notre outil de travail dispose d'un matériel graphique ultra moderne, compétitif sur le plan européen, l'entreprise est saine et rentable, le personnel est hautement qualifié, l'imprimerie était la base de la culture et le garant de la liberté d'expression, elle ne doit pas disparaître (tract CGT). Ce qui faisait bondir les travailleurs c'est n'étant pas les licenciements, mais que «50% de la production des magazines français risquent de ne plus être imprimés dans notre pays - Paris-Match, Elle, Marie-Claire, Télé 7 jours, Modes et travaux, l'Indicateur Bertrand, l'Indicateur Chaix, La Vie ouvrière, etc.» ; toute une culture bourgeoise à préserver en effet... pour les révisionnistes !

La «popularisation» de la lutte était évidemment entre leurs mains. Elle s'est faite par la voix de «La Vie ouvrière», l'hédomadaire de la CGT, le seul journal que les ouvriers ont été obligés de sortir pendant la grève ! Elle s'est faite également par le canal de tracts comme celui-ci qui présentait un «projet de constat... sur les problèmes généraux de l'industrie graphique». En guise de popularisation c'était un véritable manuel du «parfait patron», exposant les objectifs des révisionnistes en matière de gestion de l'imprimerie, ce qu'ils feraient au cas où le «Programme commun» les amènerait au gouvernement. Ce tract revendiquait :

1) «Maintenance du potentiel industriel... Il faut lutter pour la sauvegarde des entreprises» ;

2) «Rapatriement des travaux confectionnés hors de France (cela pour permettre de) maintenir, voire développer le potentiel industriel et de créer des emplois» ;

3) (Mesures fiscales) «Mettre l'industrie du travail dans les mêmes conditions de concurrence que l'industrie de presse, mettre l'industrie française concurrentielle par rapport aux pays de la CEE» ; le «projet» proposait enfin de signer des contrats éditeurs-imprimeurs : «Cela permettrait de planifier et de réduire toute précarité dans le domaine de l'emploi».

Ce qui est scandaleux pour les révisionnistes c'est n'est pas que des milliers d'ouvriers soient jetés sur la paille, c'est d'abandonner «des machines qui coûtent cher, très cher : plus de 10 millions de francs actuels

par machine... Et Néogravure se doit d'en posséder plusieurs : 244 éléments imprimant l'héliogravure, 45 machines pour l'offset... (Néogravure) ce n'est pas un canard boiteux : l'entreprise, techniquement de pointe, s'avère compétitive sur le plan européen».

Malgré tout les révisionnistes ajoutent : «Néogravure, ce n'est pas seulement des machines, c'est aussi des hommes, des travailleurs. Et des travailleurs hautement qualifiés. Dans l'imprimerie, il n'y a pas d'OS». Si les ouvriers de la Néogravure n'étaient pas hautement qualifiés, les révisionnistes n'en parleraient même pas, assurément. Mais au fait, pourquoi ces bourgeois perdent-ils leur temps à parler des travailleurs ? C'est justement parce que ce sont des ouvriers qualifiés :

«Dès lors, licencier les travailleurs de Néogravure, c'est rendre improductive ces forces de travail hautement qualifiées. C'est à proprement parler les stériliser, les gaspiller». Voilà bien ce que les révisionnistes trouvent boiteux : «La bourgeoisie a là un moyen de faire des profits particulièrement importants et elle ne saisit même pas cette occasion, les travailleurs une fois reconvertis dans une autre branche auront perdu leur qualification, ils seront moins rentables ; vraiment quel gaspillage ! Décidément la bourgeoisie se débrouille mal. Voilà comment raisonnent les révisionnistes ; exactement comme la bourgeoisie. Pour eux, la classe ouvrière est une marchandise comme une autre, dont il faut tirer le maximum en ne lui réservant que le strict nécessaire pour maintenir son aptitude au travail et en permettre la reproduction. Depuis que la bourgeoisie est bourgeoise, elle n'a jamais tenu d'autre raisonnement, c'est déjà ce qu'expliquait Karl Marx il y a 100 ans («Salaire, prix et profits», chapitre 7, «La Force de travail», juin 1865).

On se doute que sous la direction d'une telle ligne politique antimarxiste, archibourgeoise, la lutte des travailleurs de la Néogravure ne risquait pas d'aboutir à la victoire. Elle s'est effectivement arrêtée, complètement dévoyée et trahie par les chefs révisionnistes, avec le licenciement de 900 travailleurs.

Les révisionnistes n'étaient pas contre les licenciements, cela ils ne le sont jamais. Mais, nouveauté, ils n'ont même pas essayé - au début - de faire miroiter devant les travailleurs le mythe du reclassement. Il est vrai qu'avec un million de chômeurs en France, leurs propositions auraient manqué de crédibilité. C'est donc ouvertement et cyniquement qu'ils déclaraient : «Existe-t-il pour les ouvriers du Livre des possibilités de reconversion ? Faux problème : ce qui compte, c'est de sauver le Renault de l'imprimerie («La Vie ouvrière No 1 575).

Et c'est bien de gestion de l'entreprise, et uniquement de cela, qu'ils sont allés discuter dès le 4 novembre 74 au ministère de l'Industrie avec deux conseillers techniques de Michel d'Ornano. Ainsi que le rapportait «l'Humanité» blanche du 5 novembre, ces négociations portaient sur sept points, dont trois sur le «maintien du potentiel industriel» :

4) «Une contribution financière

sera apportée par les pouvoirs publics dans les secteurs hélio et offset pour maintenir le potentiel industriel ;

5) «Le maintien des titres et des travaux actuels dans les établissements sera assuré ;

7) «Maintien des accords actuellement en vigueur dans les entreprises concernées... les pouvoirs publics s'engagent à prendre toute initiative pour le rapatriement des travaux confectionnés à l'étranger».

Et quatre pour l'obtention de la cogestion FFTEL-CGT-patrons :

1) «Examen global de la situation de la Néogravure au niveau des établissements parisiens et de la NEA à Lille ;

2) «Recherche d'une solution industrielle avec l'organisation syndicale ;

3) «Pas de licenciements au cours des deux mois à venir (histoire de faire taire les travailleurs, et après qu'a-t-il se passer ?), période au cours de laquelle les projets de solution élaborés seront soumis à l'appréciation de l'organisation syndicale (qui pourra accepter les licenciements, les deux mois n'auront fait qu'en repousser l'échéance, juste le temps que la CGT cherche à utiliser le mouvement des travailleurs à son profit).

6) Les problèmes de l'emploi susceptibles de se poser seront examinés entre l'organisation syndicale, les employés, l'employeur, les salariés et les pouvoirs publics (la CGT étant l'organisation représentative des travailleurs, évidemment !).

Les révisionnistes à la Néogravure n'ont donc pas hésité à marchander la possibilité de participer à la gestion des affaires capitalistes, et la possibilité par ce biais de préparer dès maintenant le terrain sur lequel ils agiront au plus grand profit du social-imperialisme russe si jamais ils parviennent à s'installer au pouvoir.

## AU «PARISIEN LIBÉRÉ»

Tout cela doit nous faire réfléchir sur les intentions des dirigeants révisionnistes au «Parisien libéré» et sur l'issue qu'ils comptent donner à la juste lutte des ouvriers des imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Écuries.

D'ores et déjà, dans «Le Monde» du 9 juillet, le secrétaire général de la FFTEL-CGT, Jacques Piot, écrivait : «La concertation... c'est par cette voie que passe la solution du conflit du Parisien libéré (...). Depuis de nombreuses années, notre fédération a demandé aux organisations patronales de la presse que soient négociées, à travers une discussion globale, les problèmes de l'avenir de la presse, en particulier ceux concernant l'évolution des techniques dans la profession ; jamais, malgré nos demandes répétées, une telle négociation au niveau national n'a pu s'engager (...). L'urgence d'une telle négociation n'est plus à démontrer, mais il convient d'abord de mettre fin au conflit du «Parisien libéré» (...). Le gouvernement, depuis plusieurs années, fait la sourde oreille à une table ronde de toutes les parties concernées. C'est devenu maintenant une exigence». Ainsi il apparaît clairement que l'enjeu principal de la

lutte au «Parisien libéré», pour les révisionnistes, c'est une fois de plus l'accession à la cogestion.

Bien sûr, les travailleurs ne suivent pas les révisionnistes sur ce terrain. De plus en plus la colère gronde dans leurs rangs contre la trahison révisionniste. Aïna, en septembre et octobre 1974, à la Néogravure, lorsque les révisionnistes repoussaient régulièrement aux calendes grecques le début de la lutte, les travailleurs dans leur majorité s'élevaient contre cette «mollesse». A l'époque les assemblées générales de syndiqués étaient mouvementées. Un fort courant d'hostilité aux révisionnistes traversait les réunions. La volonté de lutte des travailleurs rencontrait sur son chemin l'obstacle révisionniste, le désarçonnait mais aussi la colère s'emparaient des travailleurs contre cette situation. Et finalement sous leurs pressions le mouvement a dû démarrer.

Au «Parisien libéré» il en va de même, et les révisionnistes ont souvent beaucoup de mal à mettre les travailleurs au pas. Trois exemples suffiront à le montrer.

Si au départ, les «rodéos», ces actions qui consistent à stopper les camionnettes transportant le journal d'Amauray en provenance de la Belgique d'abord, de Saint-Ouen et de Chartres ensuite ; si ces «rodéos» donc étaient uniquement le fait de commandos révisionnistes, rapidement de plus en plus nombreux ont été les travailleurs qui y ont participé. Au bout de quelques semaines, les «rodéos» sont devenus véritables actions de masse. Cela n'a pas été du goût de la FFTEL-CGT. Et le comité intersyndical du Livre parisien s'est vu obligé d'intervenir. D'une façon purement et simplement dictatorial, sans en référer à qui que ce soit, les bons révisionnistes du sommet de la FFTEL-CGT ont décrété que les «rodéos» devaient cesser un point c'est tout. La raison invoquée ; le fait qu'il y ait de plus en plus de gens à participer aux «rodéos» facilitait l'infiltration de «provocateurs». La chanson rituelle en somme. En fait, le comité intersyndical tenu par des révisionnistes était contre l'action des masses. En effet, autant un commando de gens sûrs pour les révisionnistes est facilement contrôlable, autant les masses en lutte ne le sont pas et ne peuvent être téléguées, ni arrêtées dans le feu de l'action. C'est de cela qu'avaient peur les révisionnistes, mais ce n'est pas sans mal qu'ils ont réussi à empêcher les travailleurs de poursuivre ces actions.

Avant qu'il commence à la faire imprimer en Belgique le 20 mai dernier, Amauray faisait tirer son quotidien dans différentes imprimeries de province. Un jour, sous la pression des ouvriers grévistes du «Parisien libéré» venus manifester en masse devant l'une de ces usines, les révisionnistes consentirent à aller trouver le patron pour lui intimier l'ordre de cesser cette sale besogne de jaune. Après plusieurs heures de discussion, le patron ne consentait à interrompre la parution du journal qu'unique-ment ce jour-là, mais en aucun cas à en cesser définitivement le tirage. Le soir, les révisionnistes sortirent dans la cour de l'usine pour expliquer aux travailleurs du «Parisien libéré» qu'au nom de la liberté du travail il fallait renoncer à empêcher le tirage du journal dans cette

entreprise. En fait, ils capitulaient, et ce faisant ils se plaçaient dans le camp d'Amauray contre les travailleurs. Aussitôt le service d'ordre révisionniste forme une chaîne devant l'usine, car les travailleurs, dans leur colère devant pareille attitude, manifestaient clairement la volonté d'y pénétrer en force.

Du fait des difficultés que leur causent les travailleurs, les révisionnistes ont confié les postes-clés dans la lutte à des hommes à eux qui les trompent et manipulent. Ceux-ci sont chargés, avant l'action, d'apparaître comme les plus déterminés des travailleurs, pour gagner leur confiance, de façon à pouvoir arrêter l'action quand ils le veulent, faisant croire aux ouvriers que si «les plus combattifs arrêtent, c'est qu'il y a des raisons valables». C'est ce qui s'est passé au tour de France. Il devait être arrêté par tous les moyens (pneus crevés, etc), on a vu dimanche le résultat de cette action... De même, c'est à une poignée de révisionnistes qu'avaient été confiés les piquets de grève devant l'usine de Saint-Ouen, destinés à empêcher la sortie des camions chargés du «Parisien libéré». Ils étaient en place à minuit le dimanche 8 juin (voir HR No 283 du mercredi 11 juin 1975). Un travailleur arrivé une heure plus tard devait remarquer que toutes les sorties de l'usine étaient gardées sauf une. Comme il le faisait remarquer à un révisionniste, il s'est vu répondre que ce n'était pas ses affaires. Résultat : c'est effectivement par cette porte que sont sortis tous les camions. A l'annonce de cette nouvelle, nombreux ont été les travailleurs à se demander s'il fallait bien retenir l'hypothèse de l'«erreur», et si la réalité n'était pas plutôt celle d'un sabotage de l'action...

Tous ces exemples, de même que ceux des autres imprimeries, et ils sont innombrables, montrent que les pontes révisionnistes infiltrés à la direction de la FFTEL-CGT sont prêts à tout pour arriver à leurs fins, prêts à tout et en particulier à trahir n'importe quelle lutte. Dans le cas présent, le «Parisien libéré : il faut négocier !» de Jacques Piot est lourd de menaces. Le mois d'août qui approche va certainement voir la bourgeoisie accentuer ses pressions, il va peut-être voir l'intervention des CRS, mais il va probablement voir aussi les révisionnistes s'activer et redoubler d'ardeur dans leurs manœuvres de marchandages et de trahison. Aussi la plus grande vigilance s'impose-t-elle pour les travailleurs.

Aujourd'hui soutenir la juste lutte des travailleurs du «Parisien libéré» c'est en particulier démasquer les traîtres révisionnistes infiltrés aux postes-clés de la FFTEL-CGT.

DEUX LIGNES OPPOSÉES  
DANS LE MOUVEMENT  
SYNDICAL MONDIAL

par Filip Kota

en vente aux Herbes sauvages  
70, rue de Belleville - Paris 20e  
prix : 12,90 F

ENCORE UNE FOIS A PROPOS DE

## SOYOUZ - APOLLO

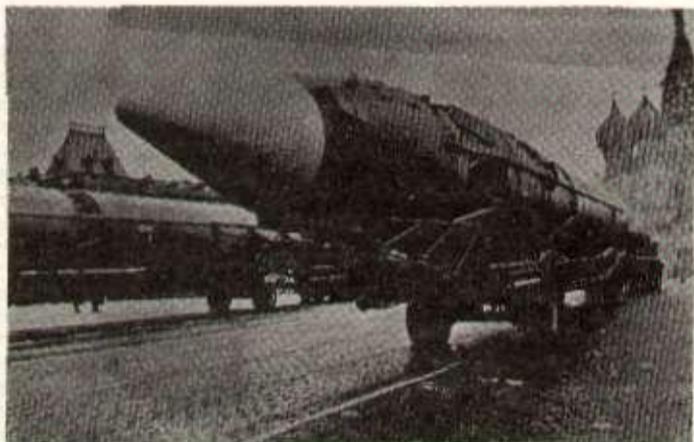
Avec la «rencontre historique» (!) on a beaucoup parlé «détente» ; on a aussi beaucoup parlé technologie. Ce que cette haute technologie coûte pour le bien-être des peuples américain, soviétiques et du monde entier ? Silence !

Silence aussi sur les utilisations militaires des techniques de pointe découvertes ainsi dans le «civil». Ce que la presse n'a pas dit, c'est que les fusées US et soviétiques des expériences Soyouz-Apollo sont les sœurs aînées des milliers d'autres - ICBM et SLBM - qui sont porteuses de charges nucléaires ; qu'elles expédient des centaines de satellites espions chargés de détecter les richesses de la

terre que les impérialistes américano-soviétiques se disputent d'avantage.

Par le biais des expériences spatiales, USA et URSS renforcent leur réseau sur terre et mer de «stations d'observation des expérimentations scientifiques cosmiques», véritables bases militaires d'un genre nouveau, qui forment une infrastructure aux satellites espions et aux fusées balistiques.

Champ d'expérimentation pour de nouveaux armements : c'est un aspect important de la «conquête du cosmos», qui rend plus cynique encore le «bluff de la détente» orchestré autour de la rencontre «Soyouz-Apollo».



Les fusées militaires sur la place Rouge : comment les différencier des «civiles» ?

Le QUOTIDIEN DE PARIS  
contre le bluff de la détente

Le «Quotidien de Paris» a titré sur le prochain sommet d'Helsinki le 23 juillet : «Les Tartuffes de la détente», tel est son titre à la une ; il y démasque «la grande mise en scène montée par Washington et Moscou autour d'un sommet européen dont les résultats connus à l'avance sont illusoire». Une telle appréciation qui rejoint la nôtre manifeste bien que de plus en plus de gens voient clair sur la manœuvre mise en place à Helsinki ; il s'agit de masquer aux peuples la rivalité accrue des deux superpuissances pour la domination en Europe. Ainsi l'exprime Bernard Liscia dans son éditorial : «Le prochain sommet européen sera une comédie où les escrocs, c'est-à-dire les peuples européens, applaudiront les escrocs : non seulement la «sécurité» du continent est illusoire puisque l'OTAN et le pacte de Varsovie continueront de s'y regarder en chiens de faïence ;

non seulement le partage de l'Europe y sera consacré sans que l'URSS donne la moindre garantie réelle au sujet de la libre circulation des idées et des personnes, mais les deux metteurs en scène ne croient pas un instant à la signification de leur spectacle : le Kremlin installe des bases en Somalie, ce qui permet à Washington de développer la sienne à Diego-Garcia».

Les «escrocs» - les peuples européens - applaudiront-ils les «escrocs» ? Certains le voudraient bien, à Moscou et ici ; déjà «L'Humanité» fait une claque grossière mais ça ne suit pas tant que cela ; la prise de position du «Quotidien de Paris» en est une preuve. «Scepticisme et vigilance» écrit ce journal en page 6. Vigilance surtout pour déjouer la manœuvre et que la grande mise en scène tourne au «four» que les spectateurs rejettent et condamnent avec force !

(SUITE DE LA PAGE 1)

La direction qui voulait isoler les travailleurs a échoué. La lutte des ouvriers de Caron-Ozanne est largement connue et soutenue.

Un dernier fait : le 22 juillet une délégation de responsables révisionnistes avec en tête Metzger, du Comité central du P«C»F, est venue dans l'entreprise soi-disant pour apporter son soutien, en réalité pour tenter de récupérer la lutte. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle n'a pas été reçue dans l'enthousiasme et des ouvriers ne cachaient pas leurs sentiments sur ces faux «défenseurs des travailleurs».

Que nos lecteurs fassent connaître largement la lutte des ouvriers de Caron-Ozanne tel est le plus grand soutien qu'on puisse leur apporter. Une lutte à l'image de la volonté de combat de la classe ouvrière contre le chômage, une lutte qui est aussi un exemple qui sera suivi.

## CPIO (NANTES-CARQUEFOU)

Echec des manoeuvres  
de récupération  
des révisionnistes

La grève de la CPIO a commencé le 25 juin et a pris fin le 15 juillet, jour de reprise du travail. Les revendications des travailleurs n'ont été que partiellement satisfaites (la diminution du temps de travail est de 40 mn, la garantie des primes est partielle et l'augmentation du pouvoir d'achat inférieure à celle des 130 F demandés) ; sur le plan purement revendicatif, les travailleurs n'ont donc pas obtenu tout ce qu'ils demandaient, principalement parce qu'ils étaient encore inexpérimentés (c'est en effet la première grève aussi longue dans cette entreprise). Sur le plan de la progression de la lutte classe contre classe, cette grève a été très positive pour tout le monde : les travailleurs ont pris conscience de leur force, la combativité s'est trouvée beaucoup renforcée, l'unité n'a jamais fait défaut. Il ne fait aucun doute que cette combativité continuera de croître et que, dans un conflit futur, les travailleurs, après avoir tiré toutes les leçons de la grève qui vient de se terminer, se donneront encore plus de moyens pour arracher une victoire totale en faisant progresser l'organisation de la grève, car ils auront encore plus confiance dans leur force.

Pendant la première partie de la grève, le P«C»F était muet, totalement inexistant sur la CPIO. Est-ce la vue des articles de «L'Humanité rouge» affichés sur les panneaux à l'entrée de l'usine qui a fait se réveiller les révisionnistes ? (Le permanent CGT rendant visite à l'entreprise nous accusa d'avoir écrit un faux parce qu'on rappelait dans un de ces articles que l'UL CGT de Nantes avait exclu J. Pelletier et il prétendait que cela n'avait rien à voir avec la lutte en cours !). Toujours est-il que, dès ce jour, on a assisté à un déferlement de la propagande révisionniste : un premier tract (adhérez ! adhérez ! refrain habituel...), puis diffusion de tous leurs journaux («Action», «L'Humanité», «Journal des travailleurs immigrés», «Humanité-dimanche»). Un premier article de «L'Humanité» était si ouvertement malhonnête (déroulement inexact de la grève, présentation des premières propositions patronales comme positives alors que les travailleurs les avaient refusées massivement) que «L'Humanité-dimanche» a dû rectifier le tir en présentant les faits tels qu'ils étaient, mais, bien entendu, le contenu était toujours le même : négociations à tout prix !

La propagande révisionniste ne s'arrêtera pas là : les dirigeants et élus du P«C»F, décidant de rendre visite dans toute la France aux usines en lutte, la CPIO fit partie de leur tournée. Articles de presse, tracts invitaient les travailleurs à un apéritif-débat devant l'usine avec Claude Popperen (du Comité central), Dominique Frelaut (député des Hauts-de-Seine) et Maurice Rocher (secrétaire fédéral). Rien de moins ! Comme on le voit, ils avaient mis le paquet et déclenchaient une grande offensive sur la CPIO pour récupérer la combativité des travailleurs au profit de leurs objectifs politiques réactionnaires. Ici comme ailleurs, leur but est

d'utiliser cette combativité comme d'un tremplin, pour arriver au pouvoir, de contrôler les luttes pour gérer le capitalisme au profit de l'impérialisme soviétique.

Quel fut le résultat de cette propagande intensive ? Nul ! Absolument nul !

Personne n'est venu discuter avec eux. Ils avaient beau appeler les travailleurs à venir s'entretenir avec eux, les ouvriers restaient à l'intérieur de l'usine ou sortaient sans s'arrêter pour leur parler. Les travailleurs n'ont pas du tout apprécié qu'on se serve de l'apéritif comme appât pour les attirer ! Non seulement personne n'avait envie d'écouter les révisionnistes mais des ouvriers sont allés leur dire ce qu'ils pensaient de leurs manœuvres de récupération ; ils trouvaient inadmissible qu'il n'y ait eu de leur part aucun soutien pendant la lutte et qu'ils apparaissent brusquement à la fin. De plus, un adhérent du PS était indigné que, pour récupérer la lutte, le tract du P«C»F ait utilisé des attaques contre le PS et il a vivement exprimé cette indignation.

Bref, pendant l'heure qu'a duré cet apéritif-bidon, les révisionnistes ont été ridicules et ils ont essayé un échec complet.

Malgré la propagande, malgré les personnalités présentes, les travailleurs ont refusé d'aller les voir : les dirigeants et élus du P«C»F n'intéressent pas les travailleurs ; ceci est un signe que les travailleurs ne reconnaissent pas le P«C»F comme leur parti. Refuser d'aller boire un coup et d'aller discuter avec les représentants du P«C»F est une première étape vers le rejet total du révisionnisme par la classe ouvrière.

Ceci est une victoire du marxisme-léninisme ! Cette victoire doit être un encouragement pour tous les marxistes-léninistes d'aller toujours plus avant dans leur détermination d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme !

Correspondant HR

## RECTIFICATIF

Dans notre édition du 12 juillet une grave confusion due à un manque d'enquête nous a fait qualifier de «jaunes» les employés de presse travaillant à l'usine du «Parisien libéré» à Saint-Ouen. Les employés de presse (dactylos, personnel administratif) travaillaient à Saint-Ouen avant que les licenciements aient lieu au «Parisien libéré». Ils n'ont rien à voir avec les «jaunes» qui fabriquent le journal pour briser la grève. Ils connaissent une exploitation renforcée depuis que l'usine est utilisée pour sortir le journal. Ceci n'enlève rien au rôle de briseurs de grève des dirigeants de la FFTL-CGT comme l'atteste l'article que nous publions pages 6 et 7.